



Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics Territoriaux du Var
Union départementale CGT - Bourse du travail - 13, avenue Amiral Collet 83000 TOULON
Tel : 04 94 18 94 50 – 06 34 31 45 75 mail : csdcgt83@gmail.com

Toulon, le 19 octobre 2026

Communiqué de la Coordination Syndicale CGT des Services Publics Territoriaux du Var

Concernant l'appel à rassemblements devant les Hôtels de ville ce lundi 19/10/2026 lancé par l'AMF (Association des Maires de France), notre Coordination Syndicale Départementale CGT des Territoriaux CGT du Var souhaite porter au débat son analyse des événements qui se sont produits samedi 17/10/2026 dans plusieurs villes de France.

Plus de 500 rassemblements se sont organisés spontanément dans tout le pays pour dire stop à la vie chère. Plusieurs syndicats se sont associés à cette journée ainsi que lycéens, étudiants, RATP, fonctionnaires territoriaux, personnels hospitaliers, retraités, pompiers...

Nous notons en premier lieu un dispositif de sécurité de l'État sous-dimensionné dans toutes les villes. A Toulon, les forces de sécurité ont été débordées en nombre et en matériels.

Nous déplorons et condamnons les actes de vandalisme ou de pillage que nous avons dû observer impuissants.

Nous condamnons les atteintes aux biens publics et sommes solidaires des collectivités et leurs personnels qui ont subi des actes inadmissibles et intolérables.

L'immense majorité des manifestants est restée pacifique et les dégradations sont l'œuvre d'une minorité qui n'a trouvé aucune résistance voire encouragée par l'absence des forces de l'ordre.

Des commerçants et des fonctionnaires se sont retrouvés seuls face à une violence déchaînée qui n'avait d'autre objectif que le pillage et le vol.

Pour rappel : La sécurité est une compétence de l'État. Et manifestement l'État a failli !

Si cette colère trouve ses sources dans les politiques austéritaires mises en place depuis plus de dix ans, elle ne justifie pas l'atteinte aux biens publics ou privés !

En n'apportant pas de réponse aux légitimes revendications de la jeunesse sur les conditions d'étude ; des salariés et plus globalement de l'ensemble de la population face à « la vie chère », le gouvernement attise la colère.

Il en porte indiscutablement la responsabilité.

Pour la Coordination Syndicale Départementale CGT
L'Animatrice Départementale
Laurence BAZZUCCHI